

Pionnières du féminisme et du syndicalisme : Léa Roback et Madeleine Parent

Dossier thématique réalisé par la Cinémathèque québécoise, en collaboration avec le RéQEF, 2023.

Ces transcriptions sont tirées des chutes de tournage des films *Des lumières dans la grande noirceur* (1991) et *Madeleine Parent, tisserande de solidarité* (2002), réalisés par Sophie Bissonnette.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET L'ORGANISATION SYNDICALE DES FEMMES DANS L'INDUSTRIE TEXTILE (1942-1946)

L'organisation syndicale à l'usine Merchants de Dominion Textile et la question des femmes (1943)

Madeleine Parent : Il y avait trois grandes usines à Montréal et trois autres plus petites, mais c'était par exemple l'atelier d'outillage et de grandes réparations, une finition, l'expédition et une teinturerie. Alors Kent, comme représentant, m'a demandé si je deviendrais organisatrice pour faire le travail, à Montréal, sur ses usines. C'était la première fois qu'on me demandait d'être organisatrice syndicale. Ce que j'avais voulu faire depuis longtemps. J'ai eu quelques doutes, parce que ça se faisait pas malgré que j'avais voulu, et j'ai dit : « Penses-tu que je peux le faire ? ». Alors il dit : « Regarde ceux qu'il y a dans les unions internationales. Un tel, penses-tu que tu peux pas faire autant que lui? Un tel autre, un tel autre, un tel autre. Bon, tu sais que tu peux faire autant et probablement mieux que beaucoup d'entre eux ». Ça m'a donné confiance et j'ai commencé à Montréal, au moulin qu'on appelle Merchants, qu'on appelait Merchants, parce que tout ça, c'est fermé maintenant. À Saint-Henri le long du Canal Lachine.

Judith Murray : En quelle année?

MP : Au début de 43, j'ai commencé le 1^{er} février. Déjà, il y avait eu des contacts et il faut signaler que les contacts étaient tous des hommes, des mécaniciens. Quand nous avons tenu la première réunion ou peut-être pas la première... j'ai fait connaissance pour commencer... mais peut-être la deuxième ou la troisième, c'était toujours des hommes. Je leur ai dit qu'il fallait faire le contact avec les femmes. J'ai eu comme réponse d'abord qu'ils voulaient former un syndicat seulement de mécaniciens. J'ai dit : « Oh, c'est dommage, mais notre syndicat est un syndicat industriel. C'est contre la Constitution. Il y en n'est pas question ! ».

Mais dans l'histoire, autrefois, il y avait eu des syndicats de métier. Seulement, ce n'était pas le cas à ce moment-là, en 43. Ça, ça a réglé la question. Il y en a qui étaient déçus, d'autres l'étaient pas tant. J'ai poussé la question de nouveau : quelles sont les femmes que moi je pourrais voir, aller visiter chez elles? Finalement, un des mécaniciens a dit : « Bien, il y a la mère Untel, elle était... ». « Oh non !, j'ai demandé, qu'est-ce qu'elles ont fait en 37 durant la grève ? ». Et alors c'est là qu'un des mécaniciens dit : « Bien, elles ont été bonnes,

elles ont arrêté les femmes *scabs* et elles ont fait du beau travail ». « C'était qui ça ? ». C'était pas si loin, c'était en 43. Alors on m'a donné seulement quelques noms. Mais c'était des bons noms de personnes qui avaient été impliqués et qui s'étaient battus. Alors j'ai commencé à les visiter. Et je me rappelle une qui avait été une militante en 37 a dit : « Qui est-ce qui m'a proposé ? » J'ai dit : « Bien, on nomme personne à ce stage-ci de l'organisation, on ne veut pas exposer qui que ce soit. Mais je vous dis que c'était un ou des mécaniciens ». Alors elle a jamais su, à moins que lui se soit déclaré. Et les femmes étaient très contentes d'être acceptées, d'être voulues dans le syndicat. Et on est allés de là à l'usine Mont-Royal, plus à l'ouest sur le canal Lachine, dans le bout de la Côte Saint-Paul, et de là à Hochelaga. Et dans l'intervalle, on a organisé le petit atelier des mécaniciens, ce que la compagnie appelait General Machine Shop. C'était tous des hommes. Et plusieurs étaient sortis des ateliers de chemin de fer. Et pour eux, c'était très naturel d'être dans un syndicat, mais c'était un petit groupe d'une cinquantaine ou d'une soixantaine ou plus.

JM : Madeleine, je vous interromps, juste pour demander : vous étiez femme là-dedans, et syndicaliste et féministe en même temps, même si ce mot n'existait à peu près pas, si ça commençait. Comment est-ce que vous avez été acceptée dans les réunions où il n'y avait que des hommes ? Vous étiez syndicaliste. Comment... est-ce qu'on a fait des réflexions à votre égard ?

MP : Il y a eu des réflexions pour commencer. Je me rappelle, nous avions un local syndical qui était qui avait été un restaurant désaffecté dans le vieux Saint-Henri, qui avait passé toutes les années de la crise économique dans une déchéance en fait de construction. Et c'était sur les hommes de l'équipe de nuit qui venaient avant ceux de jour, qui eux venaient tout de suite après le travail. Et je me rappelle, j'étais là. Et puis il y avait une fournaise. Et puis un des hommes s'est offert pour partir la fournaise, tout ça et j'ai dit « allez-y », bien contente. Et puis une fois qu'il y avait du feu, il s'était assis puis dit : « Bon, quand est-ce que l'organisateur vient ? ». Puis j'ai dit : « Ben, c'est moi l'organisateur ». « Une petite fille ? ». Alors on s'est mis à parler, je leur ai posé des questions sur ce qui se passait dans l'usine, sur leur condition, sur les pires injustices et on nous parlait toujours de la « famille royale ». Pour eux la famille royale c'était certains parents des contremaîtres et du surintendant auxquels on se fiait pas parce qu'ils rapporteraient à la compagnie. Alors dans le recrutement, il fallait toujours contourner les membres de la famille royale et tout. En tout cas, ils sont partis. Et puis la question est jamais revenue sur le tapis.

JM : Et en même temps, vous étiez également mariée. Il n'y avait pas une sorte de... c'était pas trop dur, à l'époque, d'être femme mariée, syndicaliste ?

MP : Bien, mon mari était dans l'armée et déjà il y avait beaucoup de femmes dans les industries qui étaient des mariées et qui travaillaient. Et d'autres qui avaient été mises à pied durant la crise économique et qui revenaient, alors qu'elles avaient une famille. Hum, ça n'a pas fait de problème, C'était surtout d'être femme, mais... avec l'expérience du travail, on n'en parlait pas. Je ne dis pas qu'il y en avait pas qui auraient voulu critiquer ou qui ne critiquaient pas en arrière, mais chez les travailleurs en général, c'était accepté parce qu'on faisait du travail d'organisation; on soulevait les questions qui les intéressaient. Et on arrivait au point où les revendications commençaient à prendre forme. C'est ça qui les intéressait, de changer les conditions dans les usines et le reste.

Maintenant, quant à la question féministe. D'abord, les femmes étaient tellement contentes d'être acceptées et de ne pas être obligées de tenir le silence si elles osaient entrer dans un syndicat, dans une salle de syndicat parce que dans le passé, ailleurs, elles s'étaient senties non voulues, elles devaient suivre, mais elles ne devaient pas parler, critiquer. Et le reste. Et là, elles pouvaient le faire. Alors elles étaient contentes d'y aller. Puis il y avait les enfants. Or, les enfants étaient dans l'usine, surtout protégés par les femmes contre les abus des contremaîtres. Alors quand les femmes leur ont dit c'est un bon syndicat, venez avec nous. Ils étaient contents d'aller avec les femmes et on n'a jamais eu de problème avec les douze, treize, quatorze ans, quinze ans, seize ans. Ils suivaient ce que les femmes leur proposaient. Et d'autant plus qu'à l'usine ils étaient protégés par elles. Et que les femmes étant maintenant organisées, même s'il n'y avait pas de convention collective, commençaient à trouver une voix unie pour se défendre contre les injustices. Pas pour gagner des augmentations de salaire, mais pour empêcher des injustices au sein de l'usine.

JM : Est-ce qu'il y avait déjà du harcèlement sexuel à l'époque.

MP : Oh, oui, il y avait de l'harcèlement sexuel. Et il y avait des favorites. Et il y en avait d'autres qui écopaient. Et, il y avait pas de congés de maternité comme de raison. Ce qui veut dire que si une femme allait quitter pour une grossesse, elle n'avait aucune garantie qu'elle serait reprise comme nouvelle après. Alors si elle avait protesté contre un contremaître qui l'abusait sexuellement, quelles chances aurait-elle de revenir après la naissance d'un enfant ? Il y avait toutes ces considérations-là. Et aussi, elles pouvaient avoir le pire du coton, les machines les moins bonnes et tout ce qui suit. D'autant plus que les mécaniciens allaient réparer les machines. Mais si un contremaître préférait une ouvrière plutôt qu'une autre, il voyait à ce que le mécanicien répare les machines de la favorite pour que ses machines marchent presque tout le temps et l'autre était obligé d'attendre pendant ce temps-là et n'était pas payé.

Alors il y avait beaucoup, beaucoup d'injustice. Mais elles commençaient avec l'organisation, sans même de convention collective, à isoler les favorites et à se trouver une voie commune, pas en toutes choses, mais sur certaines questions. De sorte que même certaines favorites qui n'étaient pas si mauvaises que ça, voulaient appartenir au groupe, elles voulaient pas être isolées. Et sauf peut-être les plus endurcies, elles se joignaient à la majorité. Ce qui était très intéressant. Personne n'était dupe, mais elles étaient contentes qu'elles les rejoignent.

Les conditions de travail dans le textile et la mobilisation des femmes (1942-1946)

Madeleine Parent : Pour moi, quand j'ai accepté de travailler dans le Syndicat international du textile – parce qu'il n'y avait pas d'autre choix – mais c'était au textile plutôt que de choisir d'aller organiser dans une autre industrie. J'y étais attirée surtout parce qu'il y avait beaucoup de femmes et qu'il y avait aussi des enfants. Et je savais que beaucoup des bureaucrates méprisaient les femmes et les enfants aussi et voulaient pas s'en mêler. Et s'ils étaient obligés de le faire, ils n'étaient pas toujours dévoués à leur cause. Alors c'est un premier choix que j'avais fait et quand Kent était au point où il avait besoin d'un autre organisateur, ou d'une organisatrice, je suis allée travailler et j'ai commencé à Montréal. Mais, tout de suite, c'était évident qu'il y avait un grand besoin d'organisation. Les conditions étant abominables et l'exploitation des femmes, aussi des enfants, mais particulièrement des femmes, était très, très évidente. Par exemple, après un tout début d'apprentissage de quelques semaines, elles étaient presque toutes à la pièce. Alors c'était dans le sens du

mouvement de la machine, celle qui était menée par la machine et qui, par la vitesse de leur travail, se trouvaient aussi à obliger les autres, surtout les jeunes, à suivre. Alors, elles étaient au centre de l'exploitation. À part ça, elles étaient dans des ghettos d'emploi. Elles étaient les opératrices des machines, que ce soient les cardes, que ce soient... les machines à filer ou que ce soient les métiers à tisser. Elles étaient payées à la pièce. Et là, il y avait une grande injustice. Alors qu'un mécanicien était payé à l'heure. Il pouvait avoir un bonus sur la production que ses opératrices faisaient. Il avait une base au moins sécurisée sans paiement à l'heure. Mais les femmes, quand les machines allaient mal ou quand le coton était mauvais, ou quand il n'y avait pas assez d'humidité dans l'air ou qu'il y avait d'autres problèmes, elles perdaient et elles perdaient beaucoup parce qu'elles étaient payées à la pièce. Alors c'est toujours elles qui écopiaient quand quelque chose allait mal. Des choses dont elles n'étaient pas responsables elles-mêmes, en plus de se faire disputer souvent. Comme s'il n'y avait rien eu qui avait causé cette difficulté dans la production.

Alors, pour faire fonctionner toute l'usine, les contremaîtres poussaient les femmes dans le dos tout le temps et ils essayaient de les mettre en compétition les unes avec les autres puisqu'ils étaient à la pièce. Et il y avait aussi les favorites qui avaient ce qu'il y avait de mieux en fait de machinerie ou en fait de matériel à travailler. Alors, elles subissaient toutes ces injustices.

Sophie Bissonnette : Est-ce que les femmes auraient pu devenir machiniste ?

MP : Non, c'était... Il n'y avait pas de loi écrite, mais ça n'arrivait pas. Et moi j'ai connu des femmes qui réparaient un petit peu comme ça la machine, et qui auraient voulu devenir machinistes. Mais non, on prenait toujours un autre gars et on lui apprenait. Et les mécaniciens avaient l'ordre. Et la pratique c'était qu'ils entraînaient les gars pour devenir apprentis plus tard et mécaniciens encore après ça.

SB : Alors la femme était très limitée pour les promotions.

MP : C'était l'opération des machines et toujours à la pièce. Et quand à certains moments, par exemple, la compagnie donnait ordre au mécanicien d'augmenter la vitesse des machines, alors les femmes arrivaient le matin et puis tout allait mal. Ça, c'est parce qu'on avait augmenté la vitesse. Et alors, pour le mauvais travail qui se faisait, elles n'étaient pas payées. Et même avant, qu'on arrive, il y avait des amendes pour le mauvais travail ce qu'on a réussi à abolir, je pense, dès les premiers mois, sûrement, dès la première année, sans convention collective. Il y avait aussi toute la question des maternités et comme il n'y avait pas d'ancienneté et qu'en plus le dimanche à la messe prêchait que la place des femmes, c'était à la maison, la compagnie avait toutes les excuses de ne pas accepter l'idée de congé de maternité avec le droit de retour au travail des employées, en plus d'une paye pendant l'absence pour maternité. Alors une femme qui allait avoir un enfant, si elle repoussait les avances de son contremaître, fallait toujours qu'elle se dise « mais si j'ai une grossesse et que je pars, je perds tout. Celui-là, il voudra pas me reprendre ». C'était une autre manière de les intimider pour qu'elles ne défendent pas contre le harcèlement. Il y avait aussi les conditions. Des fois, c'était extrêmement humide. Bien, la plupart du temps, c'était beaucoup plus humide... que c'était bon pour leur santé. Parce que, avec une grande humidité, le film ne se cassait pas si vite. Alors on ajustait le degré d'humidité pour ce qui était le mieux pour le fils... en trajet. Ce qui veut dire que c'était dangereux. Et de mon temps, pas autant, mais il y avait eu de la tuberculose chez les femmes. Chez beaucoup des employées, mais surtout chez les femmes et les enfants qui commençaient tôt. Il y avait aussi une maladie qu'on trouvait au département des cardes et que la compagnie n'a jamais

avoué, sauf beaucoup plus tard, c'était la byssinose. C'est un peu comme la maladie des travailleurs de l'asbestos. Ils ont pas avoué, pendant des années et des années, alors qu'ils savaient ce qui arrivait. Bien la byssinose c'était une maladie des poumons aussi. Quand ils déchiquetaient les ballots de coton et quand ils passaient le gros coton dans les premières machines, au carde et au frème, ce coton-là volait dans l'air avec les poussières aussi qui était contenu dedans. Alors moi je voyais les gens qui sortaient du moulin après le quart de travail, qui étaient obligés de s'appuyer sur la clôture pour prendre leur respiration, leur souffle, avant d'aller prendre un tramway ou un autobus. Et j'en ai connu une, que je connais encore, elle avait quinze ans à peu près quand elle a commencé au coton ou peut-être 14 ans, elle a fait deux usines différentes parce que... de la même compagnie, parce qu'une a fermé puis elle a été transférée à l'autre. Elle a maintenant 65 ans et c'est une personne qui a les poumons en très mauvais état et qui, à cause des médicaments qu'elle a toujours pris à tout le corps en mauvais état et souffre beaucoup.

Ça, ça n'a pas été avoué. C'est la CSN - mais dans le temps, c'était encore la CTCC, parce que nous étions déjà partis – qui a finalement révélé que la byssinose, c'était une maladie du coton qui existait et qui était très dangereuse. Mais c'est toutes des choses qui fallait, par un syndicalisme ou un autre, révéler. Chez les femmes, quand les machines marchaient plus vite étaient... la vitesse augmentait, on voyait qu'au moment des règles, il y en avait plusieurs qui perdaient encore plus de sang. Et moi, j'en avais envoyé une à mon médecin. Et ça, c'était après la grève de 52, quand le régime a changé et que la compagnie doublait les tâches de plusieurs personnes, surtout des opératrices. Alors, elle s'est faite traiter, elle s'est faite traiter. Finalement, le médecin m'a dit, parce que je suis allée le voir, j'ai dit : « Qu'est-ce que vous pensez ? ». Il dit : « Si elle ne laisse pas ce travail-là – puis elle avait 18 ans – elle viendra au point où elle ne pourra pas avoir d'enfants. Il y a rien que... il faut qu'elle parte de là ». Alors on en a discuté, elle et moi. Puis elle s'est trouvé un autre emploi. Puis elle a eu des enfants. Et elle vit encore, en bonne santé. Mais dans un an, dans un autre emploi, elle avait changé. Elle avait beaucoup plus de vie, beaucoup plus de couleurs et elle avait repris sa vigueur d'enfant.

Alors il y avait toutes ces choses-là auxquelles il fallait s'attaquer. Et aussi, la participation des femmes au travail du syndicat et aux décisions du syndicat. Parce que les hommes étaient dans le passé, les hommes prenaient les charges et il fallait voir à ce que dans certains départements, au moins, des femmes soient les représentants d'atelier, soulèvent les griefs et aient l'appui nécessaire du syndicat et des employés dans le département aussi pour pousser ses griefs à bout. Alors ça, ça fait une grande différence, parce que, étant donné que les femmes étaient plus exploitées que les hommes, elles étaient portées à être plus militantes sur les griefs. Ceux et celles qui subissent le plus d'exploitation, quand ils ont une chance, peuvent être parmi les plus militants. Et on avait certains départements par exemple... et ça faisait partie du travail que les syndiqués avaient à éduquer les contremaîtres et le patron, à ce que ça voulait dire d'avoir un syndicat dans l'usine. Ils n'étaient plus maîtres absolus. Mais les travailleurs avaient droit de regard sur les choses. Seulement, il y a de ces patrons, et de ces contremaîtres, qui tenaient beaucoup à demeurer maîtres absolus. Alors il y avait certains départements où on avait assez de force quand on se plaignait, par exemple, d'une augmentation de la vitesse de la machine. Les femmes ralentissaient alors là, le patron perdait de la production. Et c'était toujours, bien, « Qu'est-ce qui se passe ? ». « Ben, il se passe rien, mais on est fatigués ». Puis tant qu'il y avait de la solidarité parmi les femmes, c'était très, très difficile pour les contremaîtres, parce que d'une part il se faisait pousser par le gérant puis d'autre part, les femmes faisaient les innocentes et contrôlaient la production. Et du point de vue de l'avenir, ça pouvait être épouvantable pour un gérant. « Qu'est-ce qui va arriver, est-ce qu'elles vont finir par tout contrôler? ».

Mais c'était simplement une manière d'obliger le patron à régler un grief. Et à Valleyfield, par ces moyens, nous avons réussi à ce que la représentante d'atelier amène des délégations, des ouvrières concernées, quand le comité de griefs du syndicat était là pour rencontrer la gérance. Alors des fois ça faisait des sessions avec huit, dix, douze, quinze personnes et pendant ce temps-là, leurs machines fonctionnaient pas, comme de raison. Et parfois ça durait de longues heures. Alors, d'usure, les contremaîtres avec le gérant étaient assez souvent obligés de céder. Ce qui a fait dire à un des travailleurs dans un film de Denys Arcand, *On est au coton*, « On était libre! ». Et Gérald Godin, qui était de la partie, dit : « Qu'est-ce que vous voulez dire par ça, "on était libre"? ». Il n'a pas pu expliquer plus que ça. Il dit: "On était libre", mais ça voulait dire qu'ils avaient des pouvoirs qu'ils avaient jamais eu. Ils étaient pas ballottés par le patronat, sans avoir le pouvoir d'une réplique et d'une réplique agissante, qui faisait souffrir le patron si c'était nécessaire, jusqu'à ce qu'il cède. Et c'était très difficile pour le gouvernement... le patron se lamentait au gouvernement « Il y a une grève illégale » et tout; mais ils arrivaient là, puis ils connaissaient l'affaire, puis les femmes connaissaient les machines elles. Alors, il n'y avait rien qu'ils pouvaient faire. Pourvu que les femmes et leurs représentants sachent comment, quelles stratégies employer et l'employer jusqu'au bout.

La hiérarchie dans les usines de textile (1942-1946). Extrait du film « Des lumières dans la grande noirceur »

Sophie Bissonnette : Est-ce qu'il y avait la même... ce que Léa décrivait que c'était surtout des Canadiens français qui travaillaient, puis en haut c'était les contremaîtres.

Madeleine Parent : Oui. D'abord, chez nous, on avait très peu d'immigrants. C'était l'exception sauf chez un certain nombre de mécaniciens, surtout dans un atelier juste à côté du plan Merchants, qui était l'atelier général de mécanique où on faisait les grandes réparations, où vous aviez des mécaniciens d'Écosse, d'Angleterre, et quelques fois, un rare mécanicien d'un autre pays. La plupart... presque tout le monde était francophone, Canadiens français comme on disait dans le temps... Là j'ai perdu le bout de ce que tu voulais

SB : S'il y avait... est-ce que la direction était anglophone?

MP : Ah oui. Oui. C'est intéressant. À Valleyfield, par exemple, et dans un certain nombre d'usines, la direction était grandement anglophone. On avait promu comme assistant-contremaître un certain nombre de mécaniciens francophones, qui pouvaient au moins interpréter. Mais dans les dernières années ou au début de la guerre, je ne le sais pas, il y a un certain nombre de mécaniciens, devenus assistants-contremaîtres, qui étaient devenus – à Montréal, au moins, dans l'usine de Saint-Henri et l'usine d'Hochelaga – des.. les contremaîtres et les surintendants. Mais dans les usines de Valleyfield, c'était des anglophones qui dirigeaient et beaucoup de leurs contremaîtres de premier rang étaient des anglophones et alors ils avaient besoin de contremaîtres (rire), d'assistants-contremaîtres simplement pour interpréter au gens ce qui se faisait.

Ce qui faisait qu'un gérant ou un surintendant anglais disait de ses ouvriers qu'ils étaient des *mill hands*... C'était des *mains*. On ne s'attendait pas à ce qu'ils parlent. Mais avec le syndicat, comme les griefs se discutaient en français, et on insistait là-dessus, et non seulement le travailleur, la travailleuse qui avait le grief, mais ses témoins (rire), ses

compagnes de travail allaient au bureau avec le comité du syndicat, il fallait que tout se passe en français. Alors là, la gérance s'arrangeait pour avoir des interprètes, des gens qui leur faisaient comprendre... [elle tousse]. Et des fois [elle tousse à nouveau] ils apprenaient un petit peu le français pour se débrouiller, pour pas avoir l'air trop bête. Mais ce changement s'est fait avec le syndicalisme.